

Arrêt

n° 317 269 du 26 novembre 2024
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître P.-J. TUTS
Luchthaven Brussel Nationaal, Gateway Building, 1/J
1930 ZAVENTEM

Contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRESIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 décembre 2023, par X, qui déclare être de nationalité russe, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 29 septembre 2023.

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 août 2024 convoquant les parties à l'audience du 20 septembre 2024.

Entendue, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendus, en leurs observations, le requérant assisté par Me P.-J. TUTS, avocat, et Me N. AVCI *loco* Mes S. MATRAY, C. PIRONT et S. ARKOULIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La partie requérante est arrivée en Belgique le 30 août 2020 sous le couvert d'un visa long séjour de type D. Elle a été mise en possession d'un titre de séjour lié à ses études qui a été prorogé jusqu'au 31 octobre 2022.

1.2. Le 18 novembre 2022, la partie requérante a introduit une demande de renouvellement de son autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant.

Le 25 août 2023, la partie défenderesse a envoyé un courrier droit d'être entendu à la partie requérante.

Le 29 août 2023, la partie requérante a exercé son droit d'être entendu.

Le 29 septembre 2023, la partie défenderesse a refusé la demande de renouvellement et a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 33*bis*). Ces décisions, qui ont été notifiées à la partie requérante le 21 novembre 2023, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- En ce qui concerne la décision de refus de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant (ci-après : le premier acte attaqué) :

« Base légale »

En application de l'article 61/1/4 § 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. « Le ministre ou son délégué peut mettre fin à une autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement d'une telle autorisation, introduite conformément à l'article 61/1/2, dans les cas suivants : 6° l'étudiant prolonge ses études de manière excessive et de l'article 104 § 1er de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : « En vertu de l'article 61/1/4, § 2, alinéa 1er, 6e, de la loi, le Ministre ou son délégué peut mettre fin à l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement de cette autorisation introduite conformément à l'article 61/1/2 de la loi, si l'étudiant, compte tenu de ses résultats, prolonge ses études de manière excessive, notamment lorsque 1° l'autorisation de séjour lui a été accordée pour suivre une formation de graduât, de brevet d'enseignement supérieur ou de bachelier et il n'a pas obtenu au moins 45 crédits à l'issue de ses deux premières années d'études.

Motifs de fait :

L'intéressé est arrivé en Belgique le 30.08.2020 muni de son passeport et de son visa D en vue de poursuivre un Bachelier en Business Engineering auprès de la KUL pour l'année académique 2020-2021. Il a été mis en possession d'un titre de séjour temporaire (carte A) le 09.03.2021 valable jusqu'au 31.10.2021 et renouvelé jusqu'au 31.10.2022. Il sollicite une prolongation de son séjour étudiant sur base d'une inscription en Bachelier en Business Management auprès d'Odisee pour l'année académique 2022-2023.

L'intéressé a validé respectivement 24/60 crédits et 0/70 crédits au terme de l'année académique 2020-2021 et 2021-2022 en Bachelier Business Engineering auprès de la KUL. Il s'est ensuite réorienté vers un Bachelier en Business Management auprès d'Odisee pour l'année académique 2022-2023 et fait mention de 4 crédits de dispense obtenus à partir de sa formation antérieure valorisés dans le cadre de la section poursuivie actuellement. Ainsi, l'intéressé dispose de 4 crédits à faire valoir au terme de deux années d'études en Bachelier. Par conséquent, l'article 61/1/4 §2 6° de la loi 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers lui est applicable ainsi que l'article 104 1er 1° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ainsi, une enquête « Droit d'être entendu » a été diligentée le 25.08.2023 et l'intéressé y a répondu par courriel en date du 31.08.2023.

L'intéressé y mentionne avoir été accusé de plagiat lors du premier semestre de sa seconde année d'études dans le cadre d'un rapport rédigé pour le cours de sciences Il aurait en conséquence obtenu la note de 0 pour l'ensemble des cours du semestre. L'intéressé affirme « J'ai paraphrasé deux phrases du rapport de l'un de mes amis afin d'améliorer ma conclusion. Ce geste a été interprété comme du plagiat par mon professeur » Ainsi, l'intéressé est à l'origine du préjudice évoqué.

L'intéressé ajoute avoir été expulsé de son logement du fait d'un défaut de paiement de son colocataire, ce qui aurait engendré des problèmes logistiques et un stress ayant perturbé le bon déroulement de ses études Il ajoute que la difficulté découlant de la situation a été exacerbée par la procédure entamée par le propriétaire du logement au tribunal Cependant, l'intéressé ne produit aucun élément probant afin de démontrer les éléments évoqués. Par ailleurs, l'intéressé ne démontre pas avoir sollicité une aide psychologique ou pédagogique, notamment de la part des services compétents de son établissement académique afin de suivre ses études dans les meilleures conditions.

L'intéressé explique que son père aurait été contraint de fuir la Russie du fait de l'obligation de mobilisation militaire pour les hommes adultes, que cette situation aurait affecté sa santé mentale, et par extension, ses résultats académiques. L'intéressé explique que s'il devait lui-même retourner en Russie, il serait enrôlé afin de participer au conflit militaire, ce qui mettrait sa sécurité en danger. Cependant, l'intéressé ne produit aucun élément relatif à la fuite de son père ni d'élément probant afin de démontrer qu'il serait effectivement potentiellement soumis à une obligation militaire dans le cadre de la mobilisation militaire ou d'un recrutement forcé en Russie.

L'intéressé affirme avoir été cambriolé et avoir perdu des documents personnels tels que son passeport ainsi que son ordinateur portable. Au regard de la situation, il lui aurait été permis par son établissement (Odisee)

de ne commencer à suivre les cours qu'à partir de janvier 2023. L'intéressé joint un procès-verbal auprès de la police relatif à un cambriolage à son lieu de résidence la nuit du 17.09.2023 au 18.09.2023, où il énonce la liste des objets qui lui auraient été dérobés. Cependant, ces éléments concernent sa troisième année d'études et n'affectent donc pas les résultats obtenus au cours de ses deux premières années d'études dont les faibles résultats font l'objet de l'enquête « Droit d'être entendu » susmentionnée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 susmentionnée et l'article 8 de la CEDH du 4 novembre 1950 il a été tenu compte lors de la prise de la présente décision de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale de l'état de santé et de la vie privée de l'intéressée. Toutefois, il ne ressort pas de son dossier que l'intéressé a un enfant en Belgique. Il en est de même pour sa vie familiale (il n'indique pas être en relation avec des membres de sa famille qui résideraient en Belgique et rien dans son dossier ne permet de le conclure) et privée. Quant à son état de santé, l'intéressé ne fait mention d'aucun suivi ou traitement qui représenterait un obstacle à la présente décision.

Par conséquent, l'intéressé prolonge son séjour de manière excessive et sa demande de renouvellement de titre de séjour temporaire est refusée. »

- En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire (annexe 33bis) (ci-après : le second acte attaqué) :

«

MOTIF DE LA DECISION

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article de l'article 7, 13° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers Article 7 : « Sans préjudice de dispositions plus favorables contenues dans un traité international, le ministre ou son délégué peut donner à l'étranger, qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé ou doit délivrer dans les cas visés au 1°, 2°, 5°, 11° ou 12°, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé (.) 13° si l'étranger fait l'objet d'une décision ayant pour effet de lui refuser le ou de mettre fin à son séjour ».

MOTIFS EN FAITS

Considérant que la demande de renouvellement du titre de séjour temporaire de l'intéressé en qualité d'étudiant a fait l'objet d'une décision de refus en date du 29.09.2023 .

Considérant que l'intéressé fait donc l'objet d'une décision ayant pour effet de mettre fin à son séjour au sens de l'article 7, 13° de la loi du 15 décembre 1980 précitée ;

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 susmentionnée et l'article 8 de la CEDH du 4 novembre 1950 il a été tenu compte lors de la prise de la présente décision de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, de l'état de santé et de la vie privée de l'intéressé. Toutefois, il ne ressort pas de son dossier que l'intéressé a un enfant en Belgique. Il en est de même pour sa vie familiale (il n'indique pas être en relation avec des membres de sa famille qui résideraient en Belgique et rien dans son dossier ne permet de le conclure) et privée. Quant à son état de santé, l'intéressé ne fait mention d'aucun élément qui représenterait un obstacle à la présente décision.

En exécution de l'article 104/1 ou ~~104/3 § 4~~, (1) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé de quitter le territoire de la Belgique, ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen (2), sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre, dans les trente (30) jours de la notification de décision/au plus tard le (1).

Si l'intéressé ne donne pas suite à cet ordre de quitter le territoire dans le délai imparti, ou si cet ordre n'est pas prolongé sur instruction de l'Office des Etrangers, les services de police compétents peuvent se rendre à l'adresse de l'intéressé. Ils pourront alors contrôler et déterminer si l'intéressé est effectivement parti dès l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire ou de sa prolongation. Si l'intéressé séjourne toujours à cette adresse, cela peut entraîner un transfert au commissariat de police et d'une détention en vue d'un éloignement. »

2. Recevabilité du recours

2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité du recours en soutenant que la partie requérante sollicite la prolongation de son titre de séjour temporaire pour l'année

académique 2022-2023, que cette année académique est à présent expirée et que la partie requérante ne démontre pas qu'elle est inscrite pour l'année académique en cours.

2.2. A l'audience du 20 septembre 2024, la partie requérante a déposé divers documents émanant de « Odissee de Co-Hogeschool », dont un « transcript » des résultats obtenus en 2023-2024 et un certificat d'inscription pour l'année 2024-2025 auprès de la même école.

Au regard de ces pièces, les parties s'accordent sur le maintien de l'intérêt au recours de la partie requérante.

2.3. Il résulte de ce qui précède que l'exception d'irrecevabilité, soulevée par la partie défenderesse, est rejetée.

3. Exposé des moyens d'annulation (traduction libre du néerlandais)

3.1.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation du principe de précaution, de l'obligation de motivation matérielle, du « principe du raisonnable » et des articles 2 et 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH).

3.1.2. Après avoir exposé des considérations théoriques à propos des principes et dispositions visés au moyen et résumé une partie de la motivation du premier acte attaqué, la partie requérante fait valoir qu'il n'était ni clair ni prévisible que l'absence de transmission de pièces justificatives en annexe de son courrier droit d'être entendu du 29 août 2023 aurait pour effet que les informations communiquées ne seraient pas examinées par la partie défenderesse.

Elle soutient à cet égard que le courrier « droit d'être entendu » du 25 août 2023 via lequel elle a été invitée à transmettre des informations à la partie défenderesse, cette dernière ayant marqué son intention de refuser sa demande visée au point 1.2. et de prendre un ordre de quitter le territoire, n'indique nullement qu'en l'absence de pièces justificatives, certaines informations ne seraient pas examinées par la partie défenderesse.

Affirmant ensuite qu'elle a, dans son courrier du 29 août 2023, par lequel elle a exercé son droit d'être entendu, transmis des informations importantes et exprimé sa volonté de se rendre à un entretien si la partie défenderesse le jugeait nécessaire, elle expose que la partie défenderesse ne l'a plus contactée avant l'adoption des actes attaqués.

Soutenant dès lors que le comportement de la partie défenderesse est manifestement déraisonnable étant donné l'importance du premier acte attaqué, elle estime que cette dernière n'a pas procédé à un examen attentif des arguments soulevés et n'a pas procédé à un examen proportionné à l'importance que les actes attaqués revêtent pour elle.

S'agissant de la procédure judiciaire devant le juge de paix ayant donné lieu, le 30 juin 2022, à l'expulsion de son logement, la partie requérante affirme qu'elle supposait que la partie défenderesse vérifierait l'existence de cette procédure et prendrait connaissance du jugement, ce qui n'a pas été le cas.

Elle fait ensuite valoir que la partie défenderesse était au courant qu'elle n'habitait plus à son ancienne adresse puisque le courrier « droit d'être entendu » du 25 août 2023 n'a pas fait l'objet d'un accusé de réception à cette adresse mais au commissariat de police.

Sur la motivation du premier acte attaqué selon laquelle elle n'a pas apporté de preuve qu'elle pourrait être soumise à un recrutement obligatoire en cas de retour en Russie, elle estime que la partie défenderesse devait savoir qu'en Russie, les hommes sont soumis au service militaire, conformément à l'article 59, § 2 de la Constitution russe et renvoie au second moyen à cet égard. Elle ajoute que l'argumentation de la partie défenderesse, selon laquelle, en l'absence de pièces justificatives elle ne saurait déterminer dans quelle mesure elle serait soumise à l'enrôlement obligatoire en Russie, est totalement erronée.

3.2.1. La partie requérante prend un second moyen de la violation du « principe de diligence » et des articles 2 et 3 de la CEDH.

3.2.2. Faisant tout d'abord grief à la partie défenderesse de ne pas avoir examiné la plausibilité qu'elle soit soumise au service militaire en Russie en cas de retour, la partie requérante soutient que l'attitude de la partie défenderesse ne témoigne pas d'un examen attentif des faits, dans la mesure où cette dernière aurait dû savoir que le service militaire est obligatoire pour les hommes et qu'elle y sera donc potentiellement soumise à un recrutement forcé.

3.2.3. Exposant ensuite des considérations théoriques à propos de l'article 3 de la CEDH, la partie requérante affirme qu'il convient d'examiner les conséquences prévisibles d'un retour forcé en Russie, en tenant compte de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres à son cas.

Reproduisant des extraits d'un article de la BBC, d'un rapport de décembre 2022 de l'Agence européenne pour l'asile, d'une publication de 2022 du centre McGill sur les droits de la personne et le pluralisme juridique et du rapport annuel 2022 du Bureau européen de l'Objection de Conscience, elle fait valoir que depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie cherche des hommes afin de remporter la victoire. Elle ajoute que la méthode de recrutement consistant à mobiliser des prisonniers et des hommes issus de régions très pauvres ne suffit plus, de sorte que les conscrits russes sont de plus en plus impliqués dans la guerre en Ukraine. Elle estime donc que la probabilité qu'elle doive participer au conflit militaire dans le cadre de ses obligations de service militaire est très élevée.

Elle poursuit en faisant valoir qu'elle n'est pas d'origine russe et a des origines ouzbèkes et que pour cette raison la probabilité qu'elle participe au conflit militaire en Ukraine augmente encore. Elle se réfère à cet égard à un article de The Diplomat d'octobre 2022, expliquant que les groupes minoritaires asiatiques se rendent massivement sur le front en Ukraine.

Reprochant ensuite à la partie défenderesse de n'avoir nullement examiné la probabilité qu'elle soit soumise au service militaire en Russie et d'avoir ainsi violé le principe de diligence raisonnable, elle affirme que la situation générale en Russie concernant les objecteurs de conscience ainsi que les circonstances privées qui lui sont propres font qu'elle court un risque réel d'être exposé à un traitement interdit par l'article 3 de la CEDH, à savoir la participation à un conflit militaire illégal enlisé dans une guerre de tranchées rappelant la Première Guerre mondiale.

Elle conclut en soutenant que son droit à la vie est également menacé et qu'un retour en Russie constitue donc une violation de l'article 2 de la CEDH.

4. Discussion

4.1.1. Sur les moyens, examinés conjointement, en ce qu'ils visent le premier acte attaqué, le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) rappelle que conformément à l'article 61/1/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, « *Le ministre ou son délégué peut mettre fin à une autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement d'une telle autorisation, introduite conformément à l'article 61/1/2, dans les cas suivants:*

[...]

6° *l'étudiant prolonge ses études de manière excessive;*

[...]

Le Roi détermine les cas dans lesquels l'étudiant est réputé prolonger ses études de manière excessive, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, 6° ».

Aux termes de l'article 104 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981), tel qu'applicable lors de la prise du premier acte attaqué, « *§ 1^{er}. En vertu de l'article 61/1/4, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi, le Ministre ou son délégué peut mettre fin à l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement de cette autorisation introduite conformément à l'article 61/1/2 de la loi, si l'étudiant, compte tenu de ses résultats, prolonge ses études de manière excessive, notamment lorsque :*

1° l'autorisation de séjour lui a été accordée pour suivre une formation de graduat, de brevet d'enseignement supérieur ou de bachelier et il n'a pas obtenu au moins 45 crédits à l'issue de ses deux premières années d'études ;

[...] ».

L'article 61/1/5 de la loi du 15 décembre 1980 mentionne quant à lui que « *Toute décision de refus, de retrait, de fin ou de non-renouvellement d'une autorisation de séjour tient compte des circonstances spécifiques du cas d'espèce et respecte le principe de proportionnalité* ».

Le Conseil rappelle enfin que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est amené à effectuer, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

4.1.2. En l'espèce, le premier acte attaqué est fondé sur les constats selon lesquels *« L'intéressé est arrivé en Belgique le 30.08.2020 muni de son passeport et de son visa D en vue de poursuivre un Bachelier en Business Engineering auprès de la KUL pour l'année académique 2020-2021. Il a été mis en possession d'un titre de séjour temporaire (carte A) le 09.03.2021 valable jusqu'au 31.10.2021 et renouvelé jusqu'au 31.10.2022. Il sollicite une prolongation de son séjour étudiant sur base d'une inscription en Bachelier en Business Management auprès d'Odisee pour l'année académique 2022-2023. »*

L'intéressé a validé respectivement 24/60 crédits et 0/70 crédits au terme de l'année académique 2020-2021 et 2021-2022 en Bachelier Business Engineering auprès de la KUL. Il s'est ensuite réorienté vers un Bachelier en Business Management auprès d'Odisee pour l'année académique 2022-2023 et fait mention de 4 crédits de dispense obtenus à partir de sa formation antérieure valorisés dans le cadre de la section poursuivie actuellement. Ainsi, l'intéressé dispose de 4 crédits à faire valoir au terme de deux années d'études en Bachelier. Par conséquent, l'article 61/1/4 §2 6° de la loi 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers lui est applicable ainsi que l'article 104 1er 1° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Cette motivation, qui se vérifie au dossier administratif, n'est pas contestée par la partie requérante, de telle sorte qu'elle doit être considérée comme établie.

4.1.3. En termes de requête, la partie requérante critique principalement les réponses apportées par la partie défenderesse dans le premier acte attaqué aux différents éléments qu'elle a invoqués dans son courrier du 29 août 2023, transmis en réponse au courrier « droit d'être entendu » de la partie défenderesse du 25 août 2023.

Sur le reproche fait à la partie défenderesse de ne pas l'avoir avertie que l'absence de transmission de pièces justificatives en annexe de son courrier droit d'être entendu du 29 août 2023 aurait pour effet que les informations communiquées ne seraient pas examinées par la partie défenderesse, le Conseil constate que les différents arguments invoqués par la partie requérante dans son courrier ont été analysés par la partie défenderesse, mais qu'elle a estimé que ceux-ci n'étaient pas étayés par des pièces concrètes et probantes. Or, il appartenait à la partie requérante, qui était informée de l'entame d'une procédure risquant d'aboutir à un refus de renouvellement de séjour et à un ordre de quitter le territoire, de transmettre tous les documents qu'elle estimait utiles afin d'étayer ses affirmations, ce qu'elle s'est abstenue de faire en l'espèce.

Le Conseil estime utile de rappeler à cet égard que c'est à l'étranger qui prétend satisfaire aux conditions justifiant l'octroi d'un droit de séjour en Belgique à en apporter lui-même la preuve, l'administration n'étant, quant à elle, pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci se prévaut sous peine d'être placée dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (voir, notamment, C.E., n°109.684 du 7 août 2002 et C.C.E., n° 10.156 du 18 avril 2008). Il ne peut dès lors davantage être reproché à la partie défenderesse de ne plus avoir contacté la partie requérante une fois que cette dernière avait exercé son droit d'être entendu, par son courrier du 29 août 2023.

4.1.4. Plus particulièrement, s'agissant de l'expulsion du logement de la partie requérante par l'entremise d'un jugement du juge de paix de Bruxelles du 30 juin 2022, il appartenait en l'espèce à la partie requérante de transmettre le jugement en question à la partie défenderesse. Il ne peut être reproché à cette dernière d'avoir estimé que la partie requérante *« ne produit aucun élément probant afin de démontrer les éléments évoqués. Par ailleurs, l'intéressé ne démontre pas avoir sollicité une aide psychologique ou pédagogique, notamment de la part des services compétents de son établissement académique afin de suivre ses études dans les meilleures conditions »*. Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante.

En effet, l'argument selon lequel la partie défenderesse était au courant qu'elle n'habitait plus à son ancienne adresse puisque le courrier « droit d'être entendu » du 25 août 2023 n'a pas fait l'objet d'un accusé de réception à cette adresse, mais au commissariat de police n'est pas de nature à énerver le constat qui précède, la partie requérante étant tenue de prévenir la partie défenderesse en cas de changement d'adresse.

4.1.5. En outre, en ce que la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas s'être renseignée quant au fait qu'en Russie, les hommes sont soumis au service militaire, conformément à l'article 59, § 2 de la Constitution russe, le Conseil renvoie au point 4.1.3. du présent arrêt sur la charge de la preuve, cette problématique ne pouvant par ailleurs être considérée de notoriété publique

Ainsi, la partie défenderesse a pris cet élément en considération dans les termes suivants : « *L'intéressé explique que son père aurait été contraint de fuir la Russie du fait de l'obligation de mobilisation militaire pour les hommes adultes, que cette situation aurait affecté sa santé mentale, et par extension, ses résultats académiques. L'intéressé explique que s'il devait lui-même retourner en Russie, il serait enrôlé afin de participer au conflit militaire, ce qui mettrait sa sécurité en danger* », mais a estimé que la partie requérante « *ne produit aucun élément relatif à la fuite de son père ni d'élément probant afin de démontrer qu'il serait effectivement potentiellement soumis à une obligation militaire dans le cadre de la mobilisation militaire ou d'un recrutement forcé en Russie* ». Cette motivation, qui se vérifie à l'examen du dossier administratif, n'est pas utilement contestée par la partie requérante.

4.2.1. Sur les premier et second moyens, en ce qu'ils visent la violation, par les actes attaqués, des articles 2 et 3 de la CEDH, le Conseil rappelle que la Cour EDH considère, dans une jurisprudence constante (voir, par exemple, arrêts *Soering contre Royaume-Uni* du 7 juillet 1989 et *Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga contre Belgique* du 12 octobre 2006), que « [p]our tomber sous le coup de l'article 3 [de la CEDH], un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence : elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la nature et du contexte du traitement, ainsi que de ses modalités d'exécution, de sa durée, de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime ».

Afin d'apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH. À cet égard, la Cour EDH a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement de la partie requérante dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres au cas de la partie requérante (voir : Cour EDH, *Y. contre Russie*, 4 décembre 2008, § 78 ; Cour EDH, 28 février 2008, *Saadi contre Italie*, §§ 128-129 ; Cour EDH, 30 octobre 1991, *Vilvarajah et autres contre Royaume-Uni*, § 108 *in fine*).

Par ailleurs, il ressort également de l'enseignement de la jurisprudence de la Cour EDH qu'en présence de sources d'informations décrivant une situation générale, les allégations spécifiques d'une partie requérante dans un cas d'espèce doivent être corroborées par d'autres éléments de preuve (voir : *Y. contre Russie*, *op. cit.*, § 79 ; *Saadi contre Italie*, *op. cit.*, § 131 ; Cour EDH, *N. contre Finlande*, 26 juillet 2005, § 167 ; Cour EDH, *Mamatkulov and Askarov contre Turquie*, 4 février 2005, § 73 ; Cour EDH, *Muslim contre Turquie*, 26 avril 2005, § 68).

4.2.2. En l'espèce, s'agissant de l'implication grandissante des conscrits russes dans la guerre en Ukraine et l'impossibilité pour les objecteurs de conscience d'obtenir un service civique alternatif et la plus haute probabilité qu'elle soit forcée de participer au conflit militaire en Ukraine en raison de ses origines ethniques, invoqués pour la première fois en termes de requête, il convient de constater que la partie requérante invoque cette vulnérabilité en s'appuyant sur un article de la BBC du 4 août 2023, un rapport de décembre 2022 de l'Agence européenne pour l'asile, une publication de 2022 du centre McGill sur les droits de la personne et le pluralisme juridique, le rapport annuel 2022 du Bureau européen de l'Objection de Conscience et un article de The Diplomat d'octobre 2022, soit des documents à caractère général et non individualisé.

A cet égard, le Conseil rappelle qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH que ce n'est qu'exceptionnellement, dans les affaires où la partie requérante démontre faire partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais traitements, qu'il n'est pas exigé de cette dernière qu'elle établisse l'existence d'autres caractéristiques particulières qui le distingueraient personnellement, *quod non in casu*.

Or, la partie requérante ne produit aucun document ayant trait à sa situation individuelle. Et, interrogé à l'audience du 20 septembre 2024 sur l'éventuelle introduction d'une demande de protection internationale en Belgique, le conseil de la partie requérante a affirmé vouloir attendre l'issue de la présente procédure ce qui apparaît à tout le moins paradoxal au regard de la crainte et l'urgence alléguée.

Il ne saurait, par conséquent, être reproché à la partie défenderesse de n'avoir pas suffisamment tenu compte de la vulnérabilité alléguée de la partie requérante dans les actes attaqués.

Dès lors, le Conseil considère que la partie requérante est restée en défaut de démontrer *in concreto* sa vulnérabilité qui découlerait de sa situation personnelle en cas de retour en Russie.

Partant, elle ne démontre nullement la violation de l'article 3 de la CEDH.

Il en va de même de la violation alléguée de l'article 2 de la CEDH, la partie requérante ne démontrant pas davantage une menace directe à sa vie en cas de retour en Russie.

4.3. Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions qu'elle vise dans ses moyens, de sorte que ceux-ci ne sont pas fondés.

5. Débats succincts

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six novembre deux mille vingt-quatre par :

B. VERDICKT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
A. KESTEMONT,	greffière.

La greffière,	La présidente,
---------------	----------------

A. KESTEMONT	B. VERDICKT
--------------	-------------